
N^o. C. XXXII.

L'AMI DU PEUPLE.

O U

LE PUBLICISTE PARISIEN,
JOURNAL POLITIQUE ET IMPARTIAL,
Par M. MARAT (1), auteur de l'Offrande à la Patrie,
du Moniteur, et du Plan de Constitution, etc.

Vitam impendere vero.

Du Lundi 19 Avril 1790.

ASSEMBLÉE NATIONALE.

Séance du 17 Avril 1790.

Suite des décrets sur les assignats. -- Suite du dévoilement de l'hypocrisie de nos députés à l'hôtel-de-ville.

Après quelques décrets purement locaux, que je crois inutile de rapporter, on a passé à l'ordre du jour; c'étoit l'article V du projet concernant les assignats, lequel se trouve à présent le IV. Attachera-t-on un intérêt aux assignats? Quel sera cet intérêt? M. Gouy-d'Arcis a été d'avis de donner cinq pour cent d'intérêt aux 400 millions

(1) J'avertis le lecteur, que celui qui imite ma feuille, copie jusqu'à l'avertissement, par lequel je prévenois le public de son escroquerie.

d'assignats. D'après des réflexions ultérieures, d'après les adresses et les nombreuses observations des villes de commerce, d'après de nouvelles conférences avec les députés extraordinaires du commerce, le comité des finances a pensé qu'il convenoit de restreindre à trois pour cent l'intérêt à donner aux assignats; et cette opinion présentée par M. Anson a été adoptée par l'assemblée : en conséquence, ont été successivement décrétés les articles suivans, qui intéressent trop le peuple pour ne pas trouver place dans une feuille qui lui est particulièrement consacrée.

Art. IV. « Et au lieu de cinq pour cent d'intérêt pour chaque année, qui leur étoit attribué, il ne leur sera plus alloué que trois pour cent, à compter du 15 Avril de la présente année; et les remboursemens, au lieu d'être différés jusqu'aux époques mentionnées dans les décrets, auront lieu successivement par la voie du sort, aussitôt qu'il y aura une somme d'un million réalisée en argent, sur les obligations données par les municipalités pour les biens qu'elles auront acquis, et en proportion des rentrées de la contribution patriotique des années 1791 et 1792. Si les paiemens avoient été faits en assignats, ces assignats seroient brûlés publiquement, ainsi qu'il sera dit ci-après; et l'on tiendra seulement registre de leurs numéros.

Art. V. Les assignats seront depuis 1000 liv. jusqu'à 200 liv. l'intérêt se comptera par jour : l'assignat de 1000 liv. vaudra un sol huit deniers par chacun jour ; celui de 300 livres, six deniers ; celui de 200 livres, quatre deniers.

Art. VI. L'assignat vaudra chaque jour son principal, plus l'intérêt acquis ; et on le prendra pour cette somme. Le dernier porteur recevra au bout de l'année, le montant de l'intérêt qui sera payable à jour fixe par la caisse de l'extraordinaire, tant à Paris que dans les différentes villes du royaume.

Art. VII. Pour éviter toute discussion dans les paiemens, le débiteur sera toujours obligé de faire l'appoint, et par conséquent, de se procurer le numéraire d'argent nécessaire pour solder exactement la somme dont il sera redevable.

Art. VIII. Les assignats seront numérotés ; il sera fait mention en marge de l'intérêt journalier, et leur forme sera réglée de la manière la plus commode et la plus sûre, pour la circulation, ainsi qu'il sera ordonné par l'assemblée nationale.

Art. IX. En attendant que la vente des biens domaniaux et ecclésiastiques, qui seront désignés, soit effectuée, leurs revenus seront versés, sans délai, dans la caisse de l'extraordinaire, pour être employés, déduction faite des charges,

au paiement des intérêts des assignats. Les obligations des municipalités, pour les objets acquis, y seront déposées également, et à mesure des rentrées des deniers, par les ventes que feront lesdites municipalités des susdits biens; ces deniers seront versés sans retard et sans exception, leur produit et celui des emprunts qu'elles devront faire, d'après les engagemens qu'elles auront pris avec l'assemblée nationale, ne pouvant être employés, sous aucun prétexte, qu'à l'acquittement des intérêts desdits assignats et à leur remboursement.

Art. X. Les assignats emporteront avec eux hypothèque, privilège et délégation spéciale, tant sur le revenu que sur le prix desdits biens; de sorte que l'acquéreur qui achètera des municipalités, aura le droit d'exiger qu'il lui soit légalement prouvé que son paiement sert à diminuer d'autant les obligations municipales, et à éteindre une somme égale d'assignats: à cet effet les paiemens seront versés à la caisse de l'extraordinaire, qui donnera son reçu à valoir sur l'obligation de telle ou telles municipalités.

Art. XI. Les 400 millions d'assignats seront employés, premièrement, à l'échange des billets de la caisse d'escompte, jusqu'à concurrence des sommes qui lui seront dues par la nation, pour le montant des billets qu'elle a remis au trésor

public, en vertu des décrets de l'assemblée nationale. Le surplus sera versé successivement au trésor public, tant pour éteindre les anticipations à leur échéance, que pour rapprocher d'un semestre les intérêts arriérés de la dette publique.

Art. XII. Tous les porteurs de billets de la caisse d'escompte feront échanger ces billets contre des assignats de même somme à la caisse de l'extraordinaire, avant le 15 juin prochain; et à quelque époque qu'ils se présentent dans cet intervalle, l'assignat qu'ils recevront portera toujours intérêt à leur profit, à compter du 15 avril: mais s'ils se présentoient après l'époque du 15 juin, il leur sera fait le décompte de leur intérêt, à partir du 15 avril jusqu'au jour où ils se présenteront.

Art. XIII. L'intérêt attribué à la caisse d'escompte sur la totalité des assignats qui devoient lui être délivrés, cessera à compter de ladite époque du 15 avril; et l'état se libérera totalement avec elle par la simple restitution successive qui lui sera faite de ses billets, jusqu'à concurrence de la somme fournie en ces billets.

Art. XIV. Les assignats à cinq pour cent que la caisse d'escompte justifiera avoir négocié avant la date du présent décret, n'auront pas cours de monnoie, mais seront acquittés exactement aux échéances, à moins que les porteurs

de ces assignats ne préfèrent de les changer contre les assignats-monnoie. Quant à ceux qui se trouveront entre les mains des administrateurs de la caisse d'escompte, ils seront remis à la caisse de l'extraordinaire pour être brûlés en présence des commissaires qui seront nommés par l'assemblée nationale, et qui en dresseront procès-verbal.

Art. XV. Le renouvellement des anticipations sur les revenus ordinaires cessera entièrement à compter de la date du présent décret; et des assignats ou des promesses d'assignats seront donnés en paiement aux porteurs desdites anticipations à leur échéance.

Art. XVI. En attendant la fabrication des assignats, le receveur de l'extraordinaire est autorisé, jusqu'à la délivrance des assignats, à endosser, sous la surveillance des deux commissaires de l'assemblée, les billets de la caisse d'escompte destinés à être envoyés dans les provinces, en y écrivant seulement ces mots : PROMESSE DE FOURNIR ASSIGNATS. Ladite promesse aura cours comme assignats, à la charge d'être endossée de nouveau par ceux qui les transmettront dans les provinces, et qui les y feront circuler. Toutes lesdites promesses seront retirées aussi-tôt après la fabrication des assignats.

Art. XVII. Il sera présenté incessamment à l'assemblée nationale par le comité des finances un plan de régime et d'administration de la caisse de l'extraordinaire, pour accélérer l'exécution du présent décret. »

La séance s'est terminée par l'admission d'un décret présenté par M. de Montesquiou au nom du comité des finances, conçu en ces termes :

» L'assemblée nationale décrète, 1^o. qu'aucune émission nouvelle des billets de la caisse d'escompte ne pourra être faite, d'ici à nouvel ordre, sans un décret de l'assemblée, et autrement qu'en présence de ses commissaires. 2^o. Qu'en présence desdits commissaires, il sera remis, dans le jour, au trésor public, par les administrateurs de la caisse d'escompte, vingt millions en billets, qui seront employés aux dépenses publiques (1), et qui tiendront lieu des assignats décrétés par le décret de ce jour. »

Suite du dévoilement de l'hypocrisie de nos députés à l'hôtel-de-ville.

Nos députés à l'hôtel-de-ville, persuadés que la permanence active des districts de la capitale seroit la sauve-garde de notre liberté et le fléau de leur despotisme; persuadés que l'assemblée nationale ne peut ni ne doit contredire le vœu du peuple, et lui donner des loix contre son gré; persuadés que le vœu général de tous les bons citoyens étant pour la permanence active, elle ne se permettra sûrement pas de dissoudre des assemblées conservatrices des droits du peuple et de la liberté, si surveillantes, si utiles au bien général; et considérant que ces assemblées demeurant actives, ils devoient renoncer à piller impunément l'argent du peuple, à le vexer, à l'opprimer, à l'enchaîner; considérant, en outre, que l'organisation prochaine de la municipalité alloit les chasser infailliblement

(1) Priez donc l'ami Necker de ne pas s'en servir pour payer les grands pensionnaires, les chers favoris.

tous de l'hôtel-de-ville, où ils se cramponnent depuis la révolution, ils ont cru devoir, pour tâcher de s'y conserver, essayer par une grimace politique, par un amendement feint de leur ancienne conduite, par un désintéressement simulé, de rappeler sur leurs personnes une confiance qu'ils ont perdu pour toujours, et qu'ils ne recouvreront jamais.

Voilà les vrais motifs qui ont déterminé cet essaim vorace d'avocats, de procureurs, d'huissiers, d'espions, d'intrigans et de grippe-sous, que nous avons députés à l'hôtel-de-ville, à décider, hypocritement, qu'ils étoient dans l'intention de suivre le vœu de leurs commettans, et de donner leurs démissions..... Infâmes ! suivez-le donc ce vœu ; donnez-nous vos démissions..... Est-ce assez de nous annoncer que telle est votre intention ? Nous n'y croirons que quand nous la verrons effectuée..... Encore une fois, rappelez nos anciens électeurs, ces vrais sauveurs de la patrie et de la liberté, ces hommes courageux qui nous ont si bien servi dans les premiers jours de la révolution, et que vous avez eu l'indignité de renvoyer, pour souiller leurs places ; rappelez ces généreux citoyens, et que je vous voye, une bonne fois, déguerpir tous, sans exception, de cet hôtel où vous vous acharnez à rester contre notre intention, où vous vous cramponnez, et dont il y a long-tems que le peuple, aux yeux duquel je vous ai démasqué, auroit dû vous chasser hautement.

De l'Imprimerie de M A R A T.